

CHAPITRE 10 – Les sociétés en guerre : des civils acteurs et victimes de la guerre

Cours 1. Les civils victimes de guerre (p. 280-281)

Comment la violence de guerre s'exerce-t-elle contre les populations civiles ?

A - Vivre en temps de guerre

1. Des cadres sociaux et familiaux bouleversés

En envoyant au front des millions d'hommes, qui sont autant de pères, de frères ou de fils, la guerre a déchiré les familles. Il faut apprendre à vivre avec l'absence et les rares permissions octroyées aux soldats. Les lettres échangées permettent de maintenir les liens : les soldats français reçoivent entre 3,5 et 4 millions de lettres par jour. Les sociétés sont transformées par le conflit. Dans les campagnes, femmes, vieillards et enfants doivent assumer l'essentiel du labeur. Dans les villes, il faut faire face aux pénuries et à l'afflux de réfugiés fuyant les zones de combat.

2. Des populations rationnées

La mobilisation économique pour soutenir l'effort de guerre, les ravages sur les sols cultivables et l'exploitation des territoires occupés entraînent des pénuries et l'obligation du rationnement. On souffre du froid et de la faim. Le charbon comme le pain, la viande ou le sucre viennent à manquer.

La situation est particulièrement difficile en Allemagne, dont la population souffre des inégalités du système de rationnement et du blocus maritime organisé par les Alliés

dès l'automne 1914. L'hiver 1916-1917, surnommé l'« hiver des navets », est redoutable. Entre 450 000 et 700 000 civils sont victimes de la famine et de ses conséquences.

B - Des populations prises pour cible

1. Les zones occupées

Suite aux invasions, des populations se retrouvent prisonnières dans leur territoire, en Belgique, dans le nord de la France, dans les Balkans ou encore dans les territoires ukrainiens et biélorusses. L'occupation est brutale. Sur le front occidental, il faut désormais vivre à l'heure allemande et composer avec les laissez-passer, les réquisitions et les prises d'otages. Des populations sont internées dans des camps, parfois déportées. Depuis Lille, 15 000 femmes sont ainsi envoyées de force en Allemagne : le travail forcé permet aux occupants de bénéficier d'une main-d'œuvre gratuite.

2. Les bombardements

La modernisation de la guerre et sa radicalisation croissante conduisent à l'élaboration de nouvelles stratégies guerrières. Les bombardements sur l'arrière se multiplient, entraînant d'importantes destructions matérielles et de nombreuses victimes : 260 morts à Karlsruhe (Allemagne) en juin 1916, 275 à Paris auxquels s'ajoutent les 250 victimes d'obus tirés en mars 1918 par un canon à longue portée. À Londres, au plus fort des bombardements de 1917, des centaines de milliers de personnes se réfugient dans les stations de métro. Stratégie de terreur, les bombardements frappent aussi des symboles tels que la cathédrale de Reims.

3. Atrocités et persécutions

La violence de guerre s'exerce aussi contre les civils. Les armées se livrent à des atrocités : au cours de l'invasion, 6 500 Belges et Français sont tués par les troupes allemandes, 60 000 civils sont exécutés en Galicie et en Serbie par les troupes austro-hongroises. Un nouveau seuil de violence est franchi dans les empires autoritaires russes et ottomans. Pour conjurer les difficultés, les autorités persécutent les minorités : Allemands et juifs en Russie, et surtout les Arméniens de l'Empire ottoman.

C - Le génocide des Arméniens (1915-1916)

1. Fabriquer un « ennemi intérieur »

Près de 2 millions d'Arméniens vivent dans l'Empire ottoman à la veille de la guerre. À l'issue du conflit, les deux tiers d'entre eux ont disparu, victimes d'un génocide. Le pouvoir jeune-turc (parti politique au pouvoir depuis 1908 et qui instaure une dictature en 1913), porté par un nationalisme turco-musulman, considère les minorités chrétiennes comme un obstacle à sa volonté de « régénérer » l'empire. Déjà victimes de massacres à la fin du XIX^e siècle, les Arméniens sont désignés comme des ennemis intérieurs. Les difficultés militaires de l'Empire ottoman, entré en guerre aux côtés des Allemands en novembre 1914, précipitent leur élimination. Soupçonnés de soutenir les Russes et rendus responsables des défaites, les Arméniens sont accusés par le pouvoir ottoman de compromettre l'issue de la guerre.

2. Les mécanismes du génocide

Après que les élites ont été exécutées, une vaste déportation est organisée par le pouvoir. Séparés des hommes massacrés sur place, femmes, vieillards et enfants sont jetés dans des marches forcées en direction du désert syrien. Les plus faibles périssent. Internés dans des camps, les survivants sont ensuite massacrés, enterrés vivants ou brûlés vifs.

La volonté de destruction du peuple arménien, planifiée et organisée par un pouvoir qui se fonde sur une idéologie nationaliste et raciste, est intentionnelle et systématique. Elle mobilise des moyens à la fois militaires et civils et donne lieu à des pratiques de terreur et d'une extrême cruauté : viols, assassinats, noyades, faim. Entre 1,2 et 1,5 million d'Arméniens et entre 500 000 et 700 000 chrétiens d'Orient (Assyro-Chaldéens) sont assassinés au cours du génocide.

Cours 2. La mobilisation des sociétés et des économies (p. 282-283)

Comment s'effectue la mobilisation des moyens humains, financiers et matériels pendant la Première Guerre mondiale ?

A - Une mobilisation dans l'urgence

1. L'Union sacrée

Dans l'atmosphère à la fois angoissée et exaltée du début de guerre, les États cherchent à réaffirmer leur autorité. Au sommet, l'Union sacrée (Burgfrieden « trêve civile » pour l'Allemagne) est décrétée, les débats politiques reportés à l'après-guerre. Il faut afficher l'unité, taire – et faire taire – les divisions. La liberté d'expression est supprimée et de larges pouvoirs sont accordés aux autorités militaires. Toutefois, les pratiques politiques se normalisent et les principes et pratiques démocratiques reprennent progressivement leurs droits.

2. Surmonter les difficultés et se réorganiser

Par sa durée et son intensité, la Première Guerre mondiale prouve que la puissance économique détermine la puissance militaire. Or, les belligérants font d'abord face à d'importantes difficultés. Les stocks de munitions accumulés avant la guerre sont épuisés en quelques mois. Les États doivent assurer la logistique militaire, équiper et nourrir les armées.

Pour vaincre, industriels et scientifiques se lancent dans une course à l'innovation aussi bien en médecine, avec par exemple la radiologie développée par Marie Curie,

que dans le perfectionnement des armes (gaz, chars, avions, sous-marins, etc.).

B - Affronter une guerre longue : l'économie de guerre

1. Financer l'effort de guerre

La guerre qui s'allonge coûte cher. L'explosion des dépenses publiques oblige les belligérants à trouver de nouvelles ressources. Les impôts augmentent et on crée plus de monnaie par l'émission massive de billets, ce qui provoque l'inflation. Les États ont surtout recours aux emprunts extérieurs, notamment auprès des États-Unis pour les Alliés, et à l'épargne publique. En novembre 1915, la France lance, à grand renfort de propagande, son premier emprunt national.

2. Conduire la guerre

Les États sont conduits à réorganiser l'économie en économie de guerre : pour orienter les productions, répartir les matières premières, fixer les prix et mobiliser la main-d'œuvre. Il faut produire plus d'armes et de munitions, fabriquer et transporter canons, obus, avions et chars en quantité industrielle.

Les gouvernements s'entendent avec des industriels (Renault, Citroën, Schneider en France), souvent regroupés dans des organisations en fonction de leur spécialité.

Des figures de premier plan, comme Albert Thomas en France ou Walther Rathenau en Allemagne, sont placées à la tête d'administrations spécialement dédiées à cet effort.

3. Le besoin de main-d'œuvre à l'arrière

Trouver une main-d'œuvre formée n'est pas aisé, alors que l'armée réclame

toujours plus de soldats. Dès 1915, bon nombre d'ouvriers qualifiés sont alors rappelés sur le « front intérieur ». On fait aussi appel aux étrangers, aux ressortissants des colonies et aux femmes.

Pour celles-ci, la guerre ne signifie pas l'entrée à l'usine car elles y étaient déjà nombreuses avant 1914. Elles accèdent en revanche à des secteurs nouveaux (métallurgie, industrie mécanique, chimie), à plus de responsabilités et de visibilité (conduites de tramway, gestion des domaines agricoles...). En France, c'est le temps des « munitionnettes » : elles forment plus d'un tiers de la main-d'œuvre industrielle. Les conditions de travail dans les usines d'armement sont particulièrement difficiles et, moins payées que les hommes, les travailleuses sont brutalement renvoyées à leurs foyers à la fin du conflit.

C - Des sociétés épuisées

1. Face aux privations

La vie quotidienne est de plus en plus difficile, en particulier en Allemagne et en Russie. L'inflation est particulièrement forte à partir de 1916. Le coût de la vie augmente, les prix sont multipliés par deux ou trois. On vit d'expédients de plus en plus désespérés. Les ersatz, ces produits de substitution mis au point par les grandes entreprises allemandes, ne répondent que très partiellement aux difficultés quotidiennes. Pour survivre, certains volent de la nourriture ou du charbon. Le marché noir se généralise.

2. Des États en échec ?

Les États sont inégaux face au coût de la guerre. Les démocraties française

et britannique parviennent, non sans mal, à maîtriser la « surchauffe » de l'économie en cherchant à maintenir une répartition équitable des ressources entre civils et militaires.

Les empires autoritaires sont progressivement incapables de surmonter les crises alimentaires et les contestations. L'Empire russe s'effondre à partir de 1916, avant d'être renversé par les révolutions de 1917. Les difficultés ont également raison de l'Empire austro-hongrois. L'Allemagne, dont la population est exsangue, et l'Italie sont déstabilisées par la vague de grèves qui éclate au printemps 1917. Au mois d'août à Turin, le mouvement de grève tourne à l'insurrection armée. L'émeute est réprimée dans le sang. On compte près de cinquante morts.

Cours 3. La mobilisation des esprits (p. 284-285)

Comment s'effectue la mobilisation idéologique et psychologique pendant la Première Guerre mondiale ?

A - Entretenir le moral

1. Censure et propagande d'État

Dans le contexte de guerre d'usure, les autorités cherchent à maintenir le moral des troupes et de l'arrière. Pour rassurer et faire tenir les populations, l'information est contrôlée. De fausses nouvelles sont diffusées par la presse ou par des brochures officielles. Une partie du courrier est contrôlée pour éviter que d'inquiétantes nouvelles ne parviennent aux familles. Le théâtre, la chanson sont également surveillés et censurés. La propagande devient une activité centrale de la guerre.

2. Un contrôle politique et social accru

L'encadrement des esprits devient la règle. La société est sous surveillance. La consommation d'alcool à l'arrière est limitée. À la plus grande visibilité des femmes répondent la suspicion et la volonté de retour à l'ordre moral : la prostitution est sévèrement réprimée en Grande-Bretagne et en Allemagne.

La vie démocratique est mise entre parenthèses et l'exercice du vote, quand il existe, est reporté. Les femmes britanniques (de plus de 30 ans) obtiennent le droit de vote en février 1918, mais l'égalité des droits politiques avec les hommes n'est obtenue qu'en 1928.

B - Renforcer l'unité nationale

1. La mobilisation culturelle

La propagande tente de construire et de consolider le consensus national. Les causes du combat sont quotidiennement rappelées aux civils, les chefs héroïsés. L'ennemi est stigmatisé, diabolisé même, puisque de fausses légendes circulent sur son compte : les Allemands couperaient ainsi les mains des petites filles.

La mobilisation culturelle passe par différents supports de propagande : affiches, cartes postales, livres, cinéma d'actualité, mais également par les objets du quotidien comme la vaisselle ou les jouets d'enfants. Les enfants sont incités à faire des efforts à la hauteur des sacrifices des soldats. Une culture de guerre patriotique semble ainsi se développer pour permettre aux soldats comme aux civils de tenir et supporter l'état de guerre.

2. Ferveurs guerrières

Les formes de patriotisme et de consentement à la guerre sont toutefois variables. La guerre a pu susciter une véritable ferveur. Des intellectuels s'engagent, comme le poète anglais Wilfred Owen qui y laisse la vie. D'autres, comme Einstein ou le mouvement Dada, combattent au contraire cet enthousiasme. La guerre a pu également être vécue comme une lutte morale, un conflit de civilisation. Mais en semblant devenir interminable, elle nourrit la défiance. Les soldats dénoncent le « bourrage de crâne ». La propagande se heurte enfin à des formes de résistance, de refus de guerre et de pacifisme (manifestations, désertions), même si cela reste minoritaire.

C - Des sociétés transformées par la guerre

1. Des tensions internes

La guerre et les discours de guerre exacerbent également les tensions et les rancœurs. Les soldats dénoncent les « embusqués », ceux qui échappent aux combats. Un discours se développe qui stigmatise les « lâches » caricaturés en bourgeois efféminés, par opposition aux « Poilus ».

Et si la guerre a contribué à unifier les nations, accélérant par exemple en France l'usage de la langue française, elle ravive également des fractures. Les soldats du Midi deviennent ainsi la cible, dès août 1914, d'une rumeur sur leur prétendue « lâcheté ».

Alors que l'Irlande est sous domination anglaise, plus de 200 000 Irlandais servent dans l'armée britannique. Mais cette participation divise les nationalistes. En 1916, un soulèvement est déclenché le lundi de Pâques : 1 600 insurgés s'emparent de bâtiments dans le centre de Dublin et proclament l'indépendance de la République irlandaise. Écrasés par les forces britanniques, les rebelles tiennent six jours avant de capituler. L'insurrection est un échec mais ouvre la voie, à l'horizon de l'après-guerre, au triomphe d'un nationalisme irlandais revivifié et réorganisé.

2. Une « brutalisation » des sociétés ?

La Première Guerre mondiale demeure un champ très actif de la recherche historique. Pour l'historien George L. Mosse, elle constitue une rupture dans la perception de la guerre : en banalisant la destruction de masse, elle modifie le rapport des hommes à la mort. Les sociétés s'accoutumeraient ainsi aux

violences physiques et psychologiques de la guerre : elles seraient « brutalisées ».

Cette notion de brutalisation permettrait de comprendre le maintien de formes de violence dans l'après-guerre, notamment en Allemagne (putsch, assassinats, combats de rue, etc.), voire l'arrivée au pouvoir des nazis. Cependant, pour d'autres pays dont la France, cette analyse semble moins pertinente, car on ne retrouve pas ce climat de violence politique dans les années 1920 qui voient plutôt le pacifisme se développer.

Doc 2 p. 286 : Le processus génocidaire : la transmission des ordres

Mehmet Talât Pacha (1874-1921), alors ministre de l'Intérieur de l'Empire ottoman, est l'un des principaux architectes du génocide.

Le droit des Arméniens de vivre et de travailler sur le territoire de la Turquie est totalement aboli ; le gouvernement, assumant toutes les responsabilités à ce sujet, a ordonné de n'en même pas laisser les enfants au berceau. On a vu dans quelques provinces l'exécution de cette ordonnance. [...] Sans admettre leurs raisons, femmes ou enfants, quels qu'ils soient, même ceux qui sont incapables de se mouvoir, faites-les sortir de là et ne donnez pas prise à la population pour les défendre. [...]. Le ministère de la Guerre a informé tous les commandements d'armées que les chefs des stations militaires ne doivent pas s'immiscer dans le déplacement des déportés. Informez les fonctionnaires qui se chargeront de cette affaire que, sans craindre les responsabilités, ils doivent travailler à atteindre le véritable but. Veuillez me communiquer toutes les semaines les résultats de votre activité en rapports chiffrés.

Télégramme adressé par Talât à la préfecture d'Alep, le 22 septembre 1915. Cité par Yves Ternon, *Enquête sur la négation d'un génocide*, éditions Parenthèses, 1989.

Doc 3 p. 287 : Le génocide vu par un diplomate allemand

À l'Ambassade d'Allemagne, Constantinople.

La discussion que j'ai eue avec le commandant en chef au sujet de l'expulsion des Arméniens n'a rien donné de positif. Les habitants arméniens de toutes les plaines seront emmenés jusqu'à Deir-ez-Zor. Un tel déplacement de foule équivaut à un massacre, car, en l'absence de tout moyen de transport, la moitié à peine d'entre eux arriveront vivants à destination [...]. On ne peut pas justifier ces mesures par des considérations militaires, puisqu'il n'est pas question de révolte chez les Arméniens de la région et que les gens que l'on déporte sont des vieillards, des femmes et des enfants [...]. M'étant rendu dans des villages arméniens abandonnés, je les ai trouvés pillés, de même que le monastère de Kizilvank dont l'église a été saccagée.

Télégramme de Max Erwin von Scheubner-Richter, agent du consulat
allemand d'Erzurum. Le 2 juin 1915.

Doc 4 p. 287 : Le témoignage d'un rescapé

Au mois de février 1916, avec trente mille déportés, nous sommes arrivés à Ras ul-Ayn par longs convois ferroviaires [...]. Par la suite, j'ai vu sur les rives du Djürdjüb el-Hamari des quantités de puits remplis d'un nombre incalculable de cadavres [...]. Nous vivions dans la peur quotidienne d'être aussi expédiés. Notre tour est finalement arrivé et, escortés par les Tchétchènes¹ sanguinaires et des gendarmes, nous nous sommes mis en route [...]. Le moindre signe de résistance avait pour réponse un coup de poignard. Ceux qui, affamés et assoiffés, n'étaient plus en état de marcher suppliaient « une balle, une balle ». Mais utiliser une balle pour un Arménien était considéré comme du gaspillage. Le poignard, toujours le poignard. Nous avons finalement marché une heure durant en laissant derrière nous nombre de gens qui furent égorgés.

Témoignage de Garabed Mouradian, le 13 décembre 1918. Traduit et cité par R. Kévorkian : « L'extermination des déportés arméniens ottomans dans les camps de concentration en Syrie-Mésopotamie, 1915-1916 », *Revue d'histoire arménienne contemporaine*, t.II, 1998.

1. Un des peuples musulmans de l'Empire ottoman.

Doc 1 p. 288 : Déclaration de la Triple Entente, le 24 mai 1915

Le 24 mai 1915 Depuis un mois environ, la population kurde et turque de l'Arménie procède de connivence et souvent avec l'aide des autorités ottomanes, à des massacres des Arméniens. De tels massacres ont eu lieu vers la mi-avril à Erzeroum, Dertchun, Eguine, Akn, Bitlis, Mouch, Sassoun, Zeitoun, et dans toute la Cilicie : les habitants d'une centaine de villages aux environs de Van ont été tous assassinés ; dans la ville même, le quartier arménien est assiégé par les Kurdes. En même temps à Constantinople, le gouvernement ottoman sévit contre la population arménienne inoffensive.

En présence de ces nouveaux crimes de la Turquie contre l'humanité et la civilisation, les gouvernements alliés font savoir publiquement à la Sublime Porte¹ qu'ils tiendront personnellement responsables des dits crimes tous les membres du gouvernement ottoman ainsi que ceux de ses agents qui se trouveraient impliqués dans de pareils massacres.

1. Expression qui désigne le gouvernement ottoman.

Doc 2 p. 289 : « Rétablir la vérité »

Témoignage de Deniz, femme turque de 45 ans ayant récemment découvert que sa grand-mère était arménienne et survivante du génocide.

Afin de soigner les blessures, il est très important de comprendre et de communiquer sur la réalité des événements de 1915. Il faudrait d'abord réussir à créer un environnement propice à la discussion. Cela me semble vital, car c'est le silence qui fait le plus de mal. Cela demandera beaucoup d'efforts. Je pense aussi que si l'on veut rétablir la vérité, il faudra savoir faire le nécessaire envers les opprimés...à un niveau gouvernemental. Dans ce processus, il faudra penser à rendre leurs biens aux Arméniens, car ces ruines sont leur douleur... Personne n'a le droit de profiter du malheur d'autrui. Mais, je crois que le plus important est de réussir à libérer la parole.

Témoignage recueilli en 2005 par Ayşe Gül Altınay et Fethiye Çetin : Les Petits-Enfants, éditions Actes Sud, 2011 [édition originale turque 2009].

Doc 3 p. 290 : Albert Jugon, une « gueule cassée »

Albert Jugon (1890-1959) est grièvement blessé par un éclat d'obus le 16 septembre 1914 et doit subir plusieurs opérations de reconstruction du visage de 1916 à 1920. Il est l'un des cinq grands mutilés de guerre invités à assister à la signature du traité de Versailles en juin 1919.

Personnellement, mon état n'a pas changé mais va changer incessamment [...]. On va me refaire la partie supérieure, lèvre, nez (peut-être) et enfin boucher toute cette cavité, non point que le dentiste ait fini son traitement qui m'inspire de moins en moins, car je crois que si l'on attendait qu'il ait fini, on serait encore plusieurs mois là, mais comme la partie supérieure n'intéresse pas le maxillaire inférieur, on fait un appareil provisoire pour en haut qui permettra l'opération.

Albert Jugon, lettre à son frère Henri, janvier 1916. Archives privées de la famille Tranier-Jugon (cité par S. Delaporte, Visages de guerre. Les gueules cassées de la guerre de Sécession à nos jours, Paris, Belin, 2017).

Doc 4 p. 291 : Diagnostiquer pour sauver : la radiologie en guerre

J'ai gardé le souvenir d'une séance d'examens radiologiques dans un hôpital où se trouvait, entre autres, un jeune blessé, dépérissant depuis quelques semaines, avec le bassin fracturé. On avait peu d'espoir de le sauver. L'examen radiologique fut très pénible, en raison de la difficulté de placer ce pauvre malade qui souffrait cruellement et ne pouvait être redressé. Ayant pris, tout d'abord, la radiographie du bassin, on procéda à la radioscopie des membres inférieurs. Celle-ci fit apercevoir au-dessus du genou un éclat d'obus de dimensions considérables qui fut repéré et aussitôt extrait d'une poche de pus à grande quantité de liquide. On ne croyait pas sur le moment que cette opération, quoique nécessaire, aurait une grande répercussion sur l'état du blessé qui semblait souffrir surtout de sa fracture du bassin. Pourtant, après quelques semaines, j'appris que, du jour même de l'opération, l'état du blessé s'améliora avec rapidité [...]. Ayant ainsi reconnu l'importance de l'extraction des projectiles, nous pouvons aussitôt affirmer que [...] l'emploi de la radiologie est indispensable. Nul n'accepterait plus de tenter cette aventure décevante de chercher à tâtons et à coups de bistouri le corps étranger souvent englobé dans des tissus qui en interceptent le contact. Et qui donc, en effet, pourrait s'y résoudre, sachant que, grâce aux rayons X, il lui est possible de voir de ses propres yeux l'objet caché ?

Marie Curie, La Radiologie et la guerre, 1921.

Doc 2 p. 292 : En France : une agitation grandissante

Réflexions d'un soldat français en permission.

2 juin. En passant à Paris, j'apprends que les grèves ont revêtu un tout autre caractère et se sont un peu généralisées. La couture et la mode ont obtenu satisfaction, mais la grève des munitionnettes, en demandant la paix et le retour des maris, prenait un tout autre aspect [...]. Toutes ces femmes, les bras en dehors, faisaient le geste de dire : plus de munitions pour faire tuer les nôtres. Les magasins de Damay et Potin ont été légèrement saccagés pendant ces divers mouvements. On parle de fortes escarmouches à Saint-Étienne, 200 morts est le chiffre qui court. Les esprits ne sont plus les mêmes depuis ma dernière permission. La fin de la guerre n'est visible pour personne et la dernière offensive n'a apporté aucun signe qui fasse croire que nous sommes dans la bonne voie. Le pain noir (nous sommes-nous assez moqués du pain KK¹ !) et le manque de combustible jouent un certain rôle aussi [...]. Beaucoup disent ouvertement qu'ils en ont assez et approuvent les régiments qui ont refusé de marcher [...]. Dans beaucoup de trains que nous croisons, on crie partout : « vive la révolution ».

Henri Charbonnier, Une honte pour l'humanité, Journal (mars 1916-septembre 1917), présenté par Rémy Cazals, EDHISTO, 2013.

1. Surnom donné au pain de rationnement adopté par l'armée allemande. Composé de farine de froment, de seigle, de pommes de terre et parfois de paille hachée, il est peu nutritif et indigeste.

Doc 3 p. 293 : Des secteurs stratégiques en grève en France : la poudrerie de Bergerac

Une poudrerie est une fabrique d'explosifs. Celle de Bergerac en Dordogne employait 15 000 personnes.

Bergerac, le 8 juin 1917

Le commissaire de Police de Bergerac, à Monsieur le Sous-Préfet de Bergerac.

J'ai l'honneur de vous rendre compte que ce soir, vers deux heures, une centaine de femmes, employées à la Poudrerie, ont refusé de reprendre leur travail, réclamant notamment une augmentation de salaire, une amélioration de l'ordinaire et une meilleure organisation dans les cantonnements.

Vers trois heures, elles se sont rendues en groupe en ville où elles ont parcouru les principales rues en chantant L'Internationale. L'une d'elles portait un drapeau tricolore et une autre une pancarte avec l'inscription « Vive la Grève ».

J'ai surveillé les agissements des manifestantes qui ne se sont livrées à aucun acte répréhensible, ce qui fait que je n'ai pas cru devoir intervenir.

Rapport du commissaire de police de Bergerac sur la grève des ouvrières de la poudrerie, 8 juin 1917. Archives départementales de la Dordogne.

Doc 4 p. 293 : Les ouvriers de Leipzig (Allemagne) en grève

En juin 1917, les métallurgistes et mineurs de Leipzig, touchés par les pénuries et la réduction des rations de pain, réclament des augmentations. La direction refuse et fustige la grève sur des pancartes. Face au blocage, le bureau de la guerre intervient comme médiateur.

– Capitaine Ritter : Dans ce cas, des erreurs ont été commises des deux côtés. Je suggère donc un compromis : les travailleurs s'engagent à reprendre le travail et le bureau de la guerre tentera de faire enlever les panneaux.

– Dölle (représentant syndical) : Il y a surtout de l'animosité car les 10 % de hausse de salaire promis n'ont pas encore été payés alors que depuis le mois de juin le prix du charbon a augmenté – et pas seulement de deux, mais de quatre marks.

– Ritter : Je ferai examiner la question et tenterai de faire en sorte que soient payées les augmentations de salaire promises. Mais il faut bien admettre que certaines des mines à ciel ouvert ont bien du mal à faire des profits.

Extrait du protocole de négociation entre le capitaine Ritter du bureau de la guerre et le représentant syndical Dölle.

Archives militaires de Vienne.

Doc 1 p. 294 : Les femmes à l'usine

Journaliste féministe, Marcelle Capy prend l'habit d'ouvrière pour témoigner de leur quotidien.

L'ouvrière, toujours debout, saisit l'obus, le porte sur l'appareil dont elle soulève la partie supérieure. L'engin en place, elle abaisse cette partie, vérifie les dimensions (c'est le but de l'opération), relève la « cloche », prend l'obus et le dépose à gauche. Chaque obus pèse 7 kilos. En temps de production normale, 2 500 obus passent en onze heures entre ses mains. Comme elle doit soulever deux fois chaque engin, elle soupèse en un jour 35 000 kilos. J'ai pris la place de cette ouvrière. J'ai fait fonctionner la cloche. Au bout de trois quarts d'heure, je me suis avouée vaincue [...].

Femmes de vingt ans, femmes de trente ans, jolis visages, frêles silhouettes, mamans... Je ne les oublierai jamais. Pour préserver leur vie et celle des leurs, elles donnent chaque jour la fleur de leur jeunesse, la fleur de leur santé. [...] Ne dites jamais que les ouvrières d'usine sont des privilégiées [...]. Dites-vous comme je me dis à cette heure : il faut avoir faim pour faire ce métier. Que de courage ! Que d'effort et de misère !

Marcelle Capy, « La femme à l'usine », La Voix des femmes,

17 décembre 1917.